

Cyril Lage : "Je fais ce que je peux, à mon échelle, pour changer le monde"

Après une première vie dans le conseil et la politique, Cyril Lage finit par se lancer dans les CivicTech. Il est ainsi à l'origine de Parlement & Citoyens, une plateforme associative qui permet aux députés et sénateurs de récupérer l'avis de leurs administrés lors de la rédaction de projets de loi, et de Cap Collectif, une entreprise qui développe des solutions de consultation sur-mesure. Portrait.

Temps de lecture : minute

30 avril 2018

Cyril Lage a toujours été de ceux qui veulent changer le monde. Petit, comme beaucoup de garçons de son âge, il veut travailler dans la police, avant de bifurquer vers la gendarmerie. Pour y parvenir, il étudie le droit à l'université de Clermont-Ferrand, sa ville natale, avant d'intégrer le master "Sécurité Police Société" de l'IEP de Toulouse. Des études brillantes, qui lui permettent de réaliser son rêve en intégrant l'État-major. Là, il découvre le monde impitoyable de la politique, mais surtout le mépris : *"Ça a cassé ma vocation, de réaliser comment ceux qui savent traitent ceux qui font"*.

C'est en découvrant le livre "La machine de guerre économique" de Christian Harbulot que Cyril Lage trouvera une porte de sortie. Il apprend alors l'existence de l'école de guerre économique, qu'il intègre dans la foulée. Une révélation : *"C'était le premier endroit où j'ai vraiment appris à réfléchir"*, se rappelle-t-il. Dès sa sortie de l'école en juin 2001, il intègre un premier poste dans le conseil en stratégie, qu'il quittera quelques mois plus tard à l'occasion d'un plan de licenciement économique. Il rejoint

alors Christian Harbulot en tant qu'associé dans son cabinet, Spin Partners. Pourtant, une fois de plus, c'est la déception : *"J'y ai retrouvé le système des élites que j'avais découvert à l'état-major, avec ce même mépris du peuple. La fascination que tu as quand tu commences à toucher ces mondes-là ne m'a pas tenu longtemps, je ne m'y reconnaissais pas"*, se remémore-t-il.

Rendre la démocratie aux citoyens

Cette fois-ci il tient 9 ans, avant de réaliser que ce qu'il veut vraiment, c'est oeuvrer à quelque chose qui a du sens. Une idée qui avait déjà germé en 2009, alors qu'il réalisait un stage d'observation en tant que collaborateur bénévole auprès du député UMP Patrice Debray : transposer tout ce travail de conseil qu'il effectue pour des grandes entreprises et des collectivités, mais pour la société dans son ensemble - une sorte de lobby des citoyens, initialement appelé parlement citoyen. Si le concept n'a rien d'étonnant en 2018, à l'heure où les CivicTech sont légion, à l'époque, ce que Cyril Lage appelle *"l'essor de la démocratie"* n'en est qu'à ses balbutiements.



À lire aussi

Ces initiatives qui veulent secouer l'Assemblée nationale

"En off, certains parlementaires commençaient déjà à pointer le problème, mais ils étaient loin de partager la solution, notamment à cause de l'idée que les lobbies citoyens "volent" le travail des députés, eux qui se perçoivent comme la voix de la nation", raconte Cyril Lage. Plutôt qu'un lobby citoyen, il imagine donc une plateforme pour les parlementaires qui veulent emmener avec eux les citoyens, en les faisant participer à la rédaction des projets de loi : Parlement & Citoyens était né. Mais la CivicTech restera à l'idée de concept jusqu'en 2011, le temps pour Cyril Lage d'affiner son projet - en créant notamment le collectif Démocratie Ouverte, de quitter ses fonctions en tant qu'associé chez Spin Partners, et de rencontrer Armel Le Coz.



"C'est vraiment lui qui a transformé ma méthode, qui tenait dans un

tableau Excel, en de réelles maquettes de site web", confie le fondateur de Parlement & Citoyens. S'il est trop modeste pour l'admettre lui-même, Cyril Lage porte en effet une vision réellement innovante de ce que peut être le changement démocratique. Inspirée de la stratégie de Barack Obama de créer des effets d'entraînement, sa méthode se résume ainsi en quelques mots : donner aux citoyens les outils pour améliorer concrètement et eux-mêmes les modes de gouvernance et le fonctionnement politique de la société, d'aller vers une démocratie plus ouverte, plus transparente, plus participative, et plus collaborative.

C'est sans aucun doute cette méthode qui fera le succès des différents projets de Cyril Lage, à commencer par Parlement & Citoyens. Mais le jeune homme se contente de parler, lui, de simples "concours de circonstances" : *"On était trois anonymes, sans réseau particulier, mais surtout sans fonds"*, se rappelle-t-il. C'est donc deux ans plus tard, en 2013, que la chance va lui sourire : immédiatement convaincus par le projet, le *think tank* Fondapol et son directeur général Dominique Reynié, ainsi que la fondation Jean Jaurès leur ouvrent leurs carnets d'adresses. De quoi mobiliser tout le spectre politique, le Front national y compris.

"Ça a été une vraie question à l'époque, de savoir comment se positionner par rapport au Front national. On a décidé qu'on ne pouvait pas se passer de 20% de l'électorat alors qu'on prétendait parler de démocratie ouverte, ça n'allait pas avec l'idée"

Sur les six parlementaires qui s'étaient engagés, seuls cinq se mobiliseront finalement, et un seul ira jusqu'au bout (Joel Labbé, sénateur des Verts pour le Morbihan). Mais qu'importe : ensemble, ils porteront la

loi biodiversité et la feront voter sans amendement significatif - le projet venait de montrer qu'il était viable. *"Certes on n'avait fait voter qu'un projet de loi, mais c'est allé bien plus loin que nos espoirs, qui étaient de coécrire une loi entre un parlementaire du PS et un des Républicains"*, se félicite Cyril Lage.

Un succès en demie-teinte

Malgré le succès évident de la plateforme, la classe politique ne suit pas. De quoi décourager Cyril Lage : *"Ce qu'on a compris c'est qu'il ne fallait pas attendre une seconde le soutien de la présidence du Sénat ou de l'Assemblée nationale, ils sont trop effrayés par les conséquences du changement"*, regrette-t-il. À ce moment, l'Auvergnat n'est pas loin de jeter l'éponge, pour finir sur une réussite. Mais le hasard a visiblement d'autres projets pour lui : un groupe pharmaceutique qui a eu vent du projet le contacte avec la demande d'un plan de concertation en interne.

"On a trouvé leur demande bête, et puis finalement on a compris que, comme souvent dans le web, les utilisateurs demandaient un nouvel usage pour un outil donné. Notre plateforme ne se limitait à la corédaction d'un projet de loi, elle pouvait être utilisée pour n'importe quel type de consultation."

Dont acte : Cyril Lage et ses équipes finissent par livrer le projet à leur client - *"dans des délais fous, en même pas 5 jours"*. Verdict ? *"Avec un taux de participation de 92% et des mails de remerciement de collaborateurs qui se sentaient enfin entendus, c'était un succès sans*

commune mesure avec celui de Parlement & Citoyen", raconte-t-il avec un sourire. Et le début d'une vraie success story : ils reçoivent de toute part des demandes, des marques d'intérêt et du soutien. C'est alors que germe l'idée de passer à la vitesse supérieure, en créant une entreprise dédiée. "En créant une boîte on allait pouvoir se financer, se donner le temps de bosser sur Parlement & Citoyens mais aussi d'essaimer." C'est ainsi qu'est né Cap Collectif, en 2014.

Après deux consultations menées avec succès, pour le ministère de l'Éducation et le CNNuM, la CivicTech remporte l'appel d'offre du gouvernement pour le projet de loi "République numérique", qui vise à préparer le pays pour la transition numérique et l'économie de demain (open data, formation, recherche, protection, connectivité...). Cap Collectif est donc chargé de mener la consultation publique pour le gouvernement. Et avec un taux de participation de 97%, c'est un véritable succès. *"Ce qui est fou c'est qu'on a réussi à contraindre les lobbies à passer par la plateforme. Certes il y a probablement eu des manoeuvres en coulisses, mais sur le papier ils étaient tenus au même traitement que les citoyens"*, se félicite celui qui s'est toujours battu pour rendre le pouvoir au peuple.



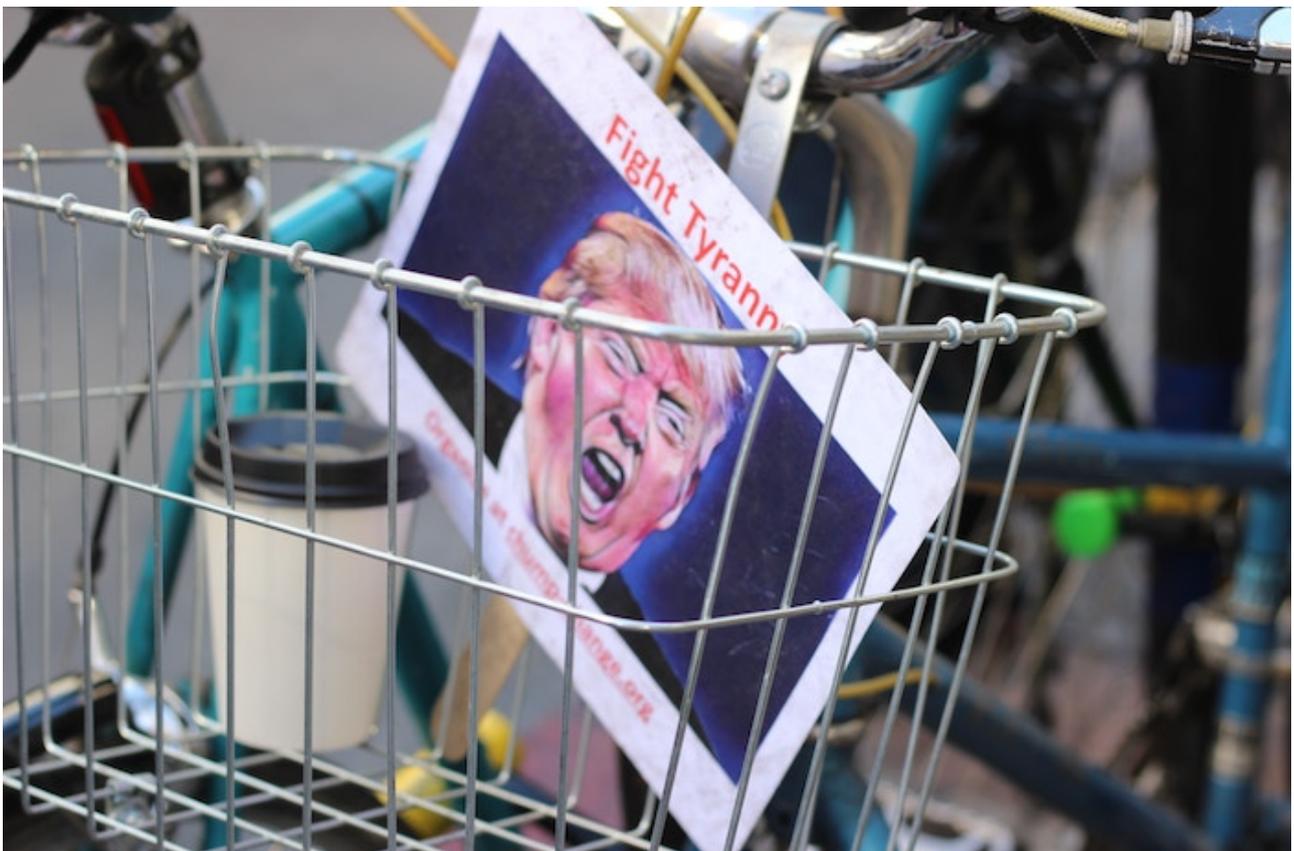
Demain, Cap Collectif s'occupera de créer *from scratch* une application mobile dédiée aux budgets participatifs pour la ville de Rennes, et une plateforme de consultation pour la métropole grenobloise. Alors qu'en France les politiques sont pour le moins indifférent, le parlement wallon a approché Cap Collectif avec une demande de plateforme sur mesure. Déjà présents au Québec et en Suisse, la CivicTech ne devrait pas tarder à se lancer en dehors des pays francophones. S'ils ont une vision de la société, ils n'imposent rien, mais co-construisent avec leurs clients.

"Ce qu'ils veulent c'est de l'efficacité, en venant chez nous ils cherchent à remobiliser les gens" analyse Cyril Lage. Et ça marche : à ce jour, la CivicTech compte une centaine de clients, double son chiffre d'affaires tous les ans, et vient de lever 1,9 million d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et de Bpifrance. De quoi leur permettre de moderniser les 400m² dans lesquels ils ont emménagé en février dernier, dans le 12^e arrondissement de Paris.

"Je ne suis pas là pour convaincre les gens"

Et d'enfin réussir à changer le monde ? *"Ce qu'on fait, c'est du jamais vu. Mais on a des concurrents, qui arguent que ce serait dangereux d'avoir un monopole. Donc ils ne veulent pas nous donner trop de pouvoir"*, confie Cyril Lage avec un sourire contrit. *"Après je ne suis pas là pour convaincre des gens, mais pour travailler avec des gens qui sont convaincus. Donc je suis zen, d'autant que j'en suis certain, un certain nombre d'institutions françaises vont finir par comprendre qu'ils ont gaspillé assez de temps et d'argent."*

Voilà pourquoi Cyril Lage ne compte pas abandonner : *"Je continuerai tant que j'en aurais l'envie et l'énergie, mais je fais en sorte que ça puisse continuer sans moi. On est assez décentralisé, tout est censé marcher sans moi. D'ailleurs ça n'a pas été facile au début de tout déléguer, de ne plus avoir la vision de tout, de tout savoir. Mais aujourd'hui tout fonctionne bien parce que tout le monde est là pour une raison, personne ne se laisse porter donc je leur fais entièrement confiance."*



À lire aussi

Être un bon entrepreneur ne signifie pas automatiquement que vous êtes un bon leader

À tel point que le fondateur de Cap Collectif peut facilement se contenter de passer seulement quelques jours à Paris, et télétravailler le reste du temps en Bourgogne, pour passer du temps près de sa femme et ses filles. Il vient d'ailleurs d'acheter une maison dans un village de 400 habitants à une heure de la capitale, et compte bien se concentrer là-dessus.

"Je suis un colibri : ce qu'on fait ça ne suffira pas, c'est sûr qu'on va pas résoudre tous les problèmes, mais à notre échelle, une échelle qui est loin d'être anodine, on change les choses. D'autant qu'on est pas seuls, Kawaa, Voxe et les autres CivicTech font leur part aussi. Tout ça ça me fait penser qu'on peut proposer une vraie alternative, qui ne tombe pas tout autant dans l'excès inverse, où les CivicTechs uberiseraient la politique" conclut Cyril Lage.

Article écrit par Maëlle Lafond